

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la mémoire de l'esclavage, à Paris le 10 mai 2016.

Monsieur le président du Sénat,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires des deux assemblées, que je vois, que je devine ici,

Mesdames, Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Madame la présidente du comité national pour la mémoire de l'histoire de l'esclavage,

Et vous révérend Jesse JACKSON,

Vous nous faites grand honneur de venir aujourd'hui, le 10 mai, à Paris, parce que vous êtes un visage et une voix pour tous les peuples, pour tous les individus qui veulent croire en l'avenir, qui veulent s'émanciper de la souffrance qui peut les frapper. Oui, vous êtes une voix, nous l'avons entendue encore aujourd'hui. Vous nous avez plusieurs fois demandé de ne pas renoncer après les épreuves qui ont frappé la France, parce qu'elle était la France. Vous nous avez demandé de garder l'espoir, l'espoir d'une vie meilleure, l'espoir d'une égalité accomplie.

Aujourd'hui votre voix, cher révérend, c'est la voix de la France. C'est la voix des peuples libres. C'est aussi la voix du combat de Martin LUTHER KING que vous avez accompagné pendant des années et qui est mort assassiné à côté de vous, il y a maintenant plusieurs décennies, en 1968. Nous n'oublierons pas, je vous le promets, le combat qui fut le vôtre et qui est encore le nôtre. Il y a 15 ans en effet, le président du Sénat l'a rappelé, il y a eu un vote d'une loi en dernière lecture, une loi qui avait été portée par Christiane TAUBIRA, que je veux saluer aujourd'hui.

Aujourd'hui, et heureusement, nous sommes unanimes pour saluer ce travail législatif, comme d'ailleurs le Parlement avait été unanime pour l'adopter. Mais ne croyez pas je pense surtout aux jeunes qui sont ici que ce fut une tâche facile, une démarche simple que de faire reconnaître par le Parlement français la traite et l'esclavage comme crimes contre l'humanité.

Il a fallu une fois encore argumenter, justifier, parce qu'il y en avait et il y en a toujours qui pensent que ce n'était pas le rôle du Parlement, du législateur de pouvoir reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité. Il fallait ensuite qu'il y ait une cérémonie qui puisse chaque année rappeler ce qu'avait été le 10 mai. Depuis 10 ans, depuis que Jacques CHIRAC a participé comme Président de la République à la première cérémonie, il y a ce rassemblement ici au Palais du Luxembourg.

Comme Président de la République, j'ai voulu depuis 2012 par ma présence signifier l'attachement que la République porte à cette loi et à cette cérémonie et en même temps, à chaque fois pouvoir franchir de nouvelles étapes. En 2013, j'avais voulu que tous ceux, toutes celles qui s'étaient investis pour que l'Histoire soit transmise, comprise, apprise, sur tout le territoire, dans l'hexagone et en Outre-mer, puissent être reconnus et salués. Je veux une fois encore le faire aujourd'hui parce que ces militants de la mémoire sont chaque année plus nombreux.

En 2014, c'était le 110ème anniversaire de l'Indépendance d'Haïti et j'avais voulu rendre hommage au courage des esclaves révoltés derrière Toussaint LOUVERTURE, lui-même enfermé en France et qui est mort hélas dans la soumission. J'avais aussi cette même année rappelé le combat de Martin LUTHER KING pour la dignité et l'égalité.

En 2015, je ne pouvais pas être là, puisque j'étais en Guadeloupe avec de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement de la Caraïbes et de l'Afrique pour inaugurer le Mémorial ACTe dont l'Etat dès 2012 a voulu accompagner la construction à l'initiative du Conseil régional et de Victorin LUREL. Cette mémoire en effet nous concerne tous, tous les peuples, mais également tous les citoyens français.

Je sais ce que certains disent, qu'il ne faudrait pas remuer le passé, qu'il vaudrait mieux l'oublier et regarder vers l'avenir. Mais l'Histoire ne disparaît pas, elle est toujours là, insistante, pressante, exigeante, parce que nous devons toujours savoir d'où nous venons.

Aujourd'hui il n'y a plus en France ni esclave, ni maître, les droits de l'homme se sont imposés, les sangs se sont mêlés, les sociétés se sont métissées, une culture commune est née, mais nous ne devons jamais oublier aucune de nos racines.

Je rejette tout autant ceux qui opposent les mémoires entre elles, car si le souvenir de l'exclusion est à son tour une exclusion alors nous avons perdu la cause qui doit nous animer. Il ne peut pas y avoir de hiérarchie des souffrances, toutes nous mettent à un moment ou un autre en cause.

Lorsque nous célébrons le souvenir des abolitions, nous revenons à l'origine même de la République, nous retrouvons cette grande aspiration que la Révolution française a elle-même portée et qui est aujourd'hui une évidence, mais qu'il faut rappeler : que les hommes et j'ajoute les femmes naissent libres et égaux. Il a fallu néanmoins attendre la 2^{ème} République pour que l'esclavage soit définitivement aboli.

Cette année je veux remercier la présidente du CNMHE parce que l'exposition qui est proposée rappelle tous les combats qui ont été menés, toutes les figures, tous les visages et notamment des anonymes, ceux qui ont été pourchassés, proscrits, réprimés, ceux qui n'ont même pas vu l'aboutissement de leur combat.

Alors nous devons une fois encore rappeler que la mémoire rassemble une nation, la nôtre, la France a toujours besoin de grands récits, de héros à célébrer, de modèles pour incarner les valeurs que nous portons ensemble.

Mais la France a aussi besoin de vérité et c'est la raison pour laquelle, avec la ministre de l'Education nationale, je défends le travail des historiens et l'enseignement de l'histoire dans nos établissements. Je défends l'Histoire parce qu'elle nous permet d'avancer et d'être plus sûr de nous pour affronter les épreuves qui nous attendent, mais aussi pour y ouvrir les voies d'un avenir que nous voulons meilleur.

J'ai voulu par exemple que des commissions d'historiens puissent être constituées sur des sujets sensibles, l'une est présidée par Benjamin STORA à propos des événements qui avaient agité les Antilles comme l'on disait, en 1959, en 1962 et en 1967, pour qu'on puisse tout connaître de ces événements. Elle me remettra son rapport à la rentrée. J'ai constitué une autre commission, présidée par Philippe VITALE à propos de ces enfants de la Réunion qui furent placés, que dis-je, déplacés dans l'Hexagone et qui demandent à leur tour justice à la République.

De la même manière lors de mon dernier déplacement dans le Pacifique, j'ai voulu que la période des essais nucléaires en Polynésie française soit reconnue et j'ai souhaité que nous puissions ouvrir un centre d'archives, d'informations et de documentation pour que tout soit dit sur cette période.

L'Histoire toujours, l'Histoire de l'esclavage et des abolitions, est désormais enseignée aux élèves de primaire, de collège, de lycée et ils étaient si je peux dire représentés aujourd'hui à travers le concours de la Flamme de l'égalité. Je félicite ces élèves pour leur travail. Ceux qui ont eu les prix, ceux qui ne les ont pas eus, c'est comme pour d'autres compétitions, l'essentiel c'est de participer. Ce qu'il faut, c'est qu'il y ait de nombreux, très nombreux élèves qui, comme pour le concours de la Résistance, puissent être associés à ce processus.

Une mémoire qui nous rassemble, ce sont des dates, ce sont des lieux.

Il y a le 10 mai et il y a aussi d'autres moments, comme le 23 mai où les initiatives citoyennes sont fédérées. Et je le sais, ici, beaucoup y participent, avec des manifestations artistiques, éducatives, en Outre-mer, dans l'hexagone et même à l'étranger.

Dans l'hexagone, il y a aussi les villes pionnières de la route des abolitions, dans l'Est de la France, vous savez, ces communes qui n'avaient aucun lien, aucune relation avec l'Outre-mer et

France, vous savez, ces communes qui n'avaient aucun lien, aucune relation avec l'Océan indien et même avec l'Afrique, mais qui s'étaient soulevées parce qu'elles ne pouvaient pas supporter que des hommes exploitent d'autres hommes et que cela leur paraissait contraire aux idéaux et aux valeurs de ce qui n'était pas encore la République. Alors, des communes que l'on disait rurales se sont elles-mêmes affirmées comme des communes de l'émancipation.

De la même manière, il y a ce souvenir, cette mémoire dans les villes qui étaient les ports du commerce triangulaire, Nantes, Bordeaux, La Rochelle et qui ont ouvert des lieux pour évoquer le passé.

Et puis, il y a le Mémorial ACTe, nouvelle étape de cette connaissance et de cette reconnaissance. J'ai été très sensible aux propos du révérend Jesse JACKSON par rapport à l'émotion qui l'a saisi lorsqu'il a visité en Guadeloupe le Mémorial ACTe. C'est le sien, c'est le nôtre, il est ouvert au monde.

Mais il faudra aussi aller plus loin. Je souhaite donner à la mémoire de l'esclavage une institution qui lui manque encore.

Le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage qui a réalisé un travail remarquable depuis plus de 10 ans, sous la conduite de Maryse CONDE, de Françoise VERGES, de Myriam COTTIAS, doit pouvoir trouver un prolongement, parce qu'il a été un instrument de connaissance et de diffusion de l'Histoire de l'esclavage. Il a aidé à ancrer le 10 mai dans le calendrier républicain et il a vocation à se transformer dans une Fondation pour la mémoire de l'esclavage, de la traite et des abolitions. Le Comité deviendra son conseil scientifique.

La Fondation rassemblera toutes les mémoires et tous les Français, que leurs racines soient en Outre-mer, dans l'hexagone ou à l'étranger. La Fondation associera tous les acteurs, publics, privés, associations, entreprises. Elle sera un pont entre l'Europe, l'Amérique, l'Afrique qui ont cette histoire en partage. Elle diffusera la connaissance de l'esclavage, la traite, mais aussi tout le combat des abolitionnistes. Elle sera une source de promotion des valeurs de liberté, d'humanisme, de tolérance, elle donnera aux concours de la flamme de l'égalité un nouvel éclat. Elle appuiera les collectivités, les entrepreneurs de la mémoire, pour que l'institution soit reconnue. Elle nouera des partenariats à l'étranger.

J'ai demandé à Lionel ZINSOU de présider la mission de préfiguration. Il réunira autour de lui une équipe de personnalités ultramarines. Il présentera son rapport à l'automne, l'automne, c'est tout de suite après l'été, donc c'est très vite. La Fondation pourra être créée avant la fin de l'année. Cette Fondation réfléchira avec la Mairie de Paris à l'édification d'un mémorial aux esclaves et d'un lieu muséographique.

L'esclavage, comme l'avait dit Aimé CESAIRE, n'est et ne sera jamais une « note à payer », mais un devoir d'action. C'est vrai que l'exploitation des êtres humains n'a jamais cessé. Aujourd'hui encore, 22 millions de personnes sont victimes de la traite, hommes, femmes, enfants, réduits en servitude, contraints à travailler, à travailler de force. Enlevés, violés, et parfois tués. Je pense à ces jeunes filles, notamment celles qui avaient été enlevées par les terroristes de Boko Haram, puis monnayées et mariées de force.

Je pense aussi aux femmes, aux hommes, aux innocents que Daech opprime et exploite et je pense également aux migrants aux prises avec les trafiquants.

En ce début de 21^{ème} siècle, il y a encore des mafias qui continuent de s'enrichir, oui, de s'enrichir sur le commerce des êtres humains et le racisme de peau qui n'a pas disparu, y compris dans notre pays. Quand certains mots sont utilisés comme des armes pour blesser, pour humilier, pour rabaisser, ce n'est pas la France et ça ne sera jamais la France.

Nous serons toujours là, impitoyables contre toutes les formes de haine et d'intolérance, et nous devons aussi lutter contre les discriminations, ce racisme insidieux qui ne dit pas son nom, mais qui regarde très précisément les noms et les visages. C'est pourquoi, nous donnerons aux personnes qui sont victimes de discrimination c'est Christiane TAUBIRA qui avait commencé ce travail, c'est Jean-Jacques URVOAS qui va le poursuivre de nouveaux moyens avec l'action de groupe pour lutter contre toutes les discriminations à travers le projet de loi Egalité et Citoyenneté.

Monsieur le président du Sénat, une fois encore, toute ma gratitude pour l'organisation de cette

cérémonie. Oui, toute ma gratitude à vous, fidèles, qui êtes toujours là, tous les 10 mai, plus nombreux, plus mobilisés encore, plus convaincus de cette cause.

Merci encore Révérend Jesse JACKSON. Vous nous avez rappelé le rêve de Martin Luther KING. Oui, il faut continuer à rêver, un peuple qui ne rêve plus reste coincé dans son passé, incapable de pouvoir faire évoluer ce que le présent parfois nous interdit de croire. Oui, il faut rêver, il faut rêver à une vie meilleure, il faut rêver à un autre monde, il faut rêver aussi à une Europe qui puisse elle-même être plus forte pour assurer son avenir.

Il faut rêver à la condition humaine qui peut toujours être changée, aux destinées qui peuvent être effectivement bouleversées. Oui, vous avez raison de dire que l'égalité n'est pas achevée, alors faisons le rêve une fois encore que l'égalité soit notre destin commun.

Vive la République et vive la France !